



Avis de Soutenance

Monsieur Rabiou ABDOU

Sciences Economiques

Soutiendra publiquement ses travaux de thèse intitulés

Inclusion financière, croissance économique et problématique de réduction de la pauvreté au Niger

dirigés par Monsieur Christian RIETSCH

Ecole doctorale : Sciences de la Société : Territoires, Economie, Droit - SSTED

Unité de recherche : LÉO - Laboratoire d'Economie d'Orléans

Soutenance prévue le **mercredi 22 septembre 2021** à h00

Lieu : Salle de thèses, Laboratoire d'économie d'Orléans, Université d'Orléans, 45100 Orléans

Salle : de thèses

Composition du jury proposé

M. Christian RIETSCH	Université d'Orléans	Directeur de thèse
Mme Raphaëlle BELLANDO	Université d'Orléans	Examinatrice
M. Patrick VILLIEU	Université d'Orléans	Examineur
M. Betty WAMPFLER	IRC-SupAgro, Université de Montpellier	Examineur
M. Jude EGGOH	Université d'Angers	Rapporteur
M. Célestin MAYOUKOU	Université de Rouen	Rapporteur

Mots-clés : Inclusion financière, Croissance économique, Pauvreté monétaire, Pauvreté multidimensionnelle,

Résumé :

L'objectif de l'étude est de parvenir, à partir des méthodes factorielles et économétriques, à élucider l'existence d'une relation théorique ou empirique entre l'inclusion financière des ménages et la réduction de la pauvreté, mais aussi entre l'inclusion financière des micro, petites et moyennes entreprises et leurs performances économiques et financières. À cette fin, un diagnostic de l'économie est préalablement établi. Il aboutit à la mise en évidence des principaux leviers de la croissance notamment le secteur agropastoral et le secteur minier comprenant l'uranium et le pétrole. Le diagnostic confirme également la profondeur du phénomène de pauvreté ainsi que la faible inclusion financière au Niger. Le calcul du seuil de pauvreté multidimensionnel dans le sous-échantillon des chefs de ménages exclus des services financiers fait ressortir une pauvreté plus prononcée que celle qui prévaut dans les ménages qui ont accès aux services financiers. L'impact positif de l'inclusion financière sur la pauvreté est robuste et demeure valable aussi bien en matière de pauvreté monétaire qu'en ce qui concerne la pauvreté multidimensionnelle. Au niveau des micro, petites et moyennes entreprises, l'accès aux produits et services financiers adéquats semble s'accompagner d'une amélioration de leur performance économique et financière, notamment en termes d'accroissement du bénéfice et de la création d'emplois. L'inclusion financière des ménages et des MPME est donc le meilleur canal de transmission des vertus de l'accès aux services financiers sur la croissance économique au Niger. Or la recherche des déterminants de l'inclusion financière des ménages, au moyen d'un modèle Logit, indique la proximité des institutions financières comme élément essentiel, dans un contexte où le taux géographique de pénétration des services financiers est très faible. Au niveau des MPME, l'estimation du modèle indique le niveau du capital social, la tenue de la comptabilité et la possession d'un Registre de Commerce comme principaux déterminants de l'accès aux services financiers. Au regard de ces résultats, être dans le secteur informel est un frein à l'inclusion financière des MPME nigériennes, et donc à la croissance. Ces enseignements recommandent des politiques économiques plus ardues visant à réduire le périmètre du secteur informel, à l'instar des

initiatives de simplification des procédures et des formalités des MPME, en cours au niveau de la Chambre de Commerce et de la Direction Générale des Impôts. S'agissant de l'inclusion financière des ménages, il est nécessaire d'accélérer la mise en œuvre des Stratégies Nationale et Régionale de la finance inclusive, pour améliorer la desserte géographique du pays en points de services financiers, tout en assurant l'interopérabilité entre les acteurs. Ces deux principales politiques seront de nature à maximiser l'apport de l'inclusion financière sur la croissance et la lutte contre la pauvreté au Niger.